

Initiatives ministérielles

forcément eues car nous sommes bien informés.» Je conteste cette façon de faire.

Si le gouvernement est impatient d'annuler le projet de loi parce qu'il s'agit d'une mauvaise mesure, il doit certainement avoir de meilleurs projets en vue. J'ai demandé aujourd'hui au ministre des Transports ce qu'il avait en tête, comment il entendait remplacer le contrat et ce qu'il entendait faire au sujet des problèmes que connaissent les aéroports 1 et 2 de l'aéroport Pearson.

Le gouvernement doit certainement avoir une meilleure idée. J'aimerais que le député me dise par quoi on entend remplacer cet accord qui laisse à désirer?

M. Keyes: Monsieur le Président, j'aimerais informer le député—son personnel ne l'a peut-être pas mis au courant des faits et gestes de ce gouvernement—que le ministre des Transports a une politique nationale concernant les aéroports et qu'elle a été rendue publique. Elle serait probablement d'un grand intérêt pour le député et le Parti réformiste.

Loin de favoriser le groupe particulier dont j'ai parlé, à savoir le groupe très éclectique des lobbyistes et des entrepreneurs, et de leur permettre de s'enrichir, cette politique prône le concept de ce qu'on appelle les administrations aéroportuaires auprès desquelles sont représentés non seulement le gouvernement mais aussi la communauté desservie par l'aéroport. Tous les citoyens de la région, et pas uniquement ceux qui vivent autour de l'aéroport, auront l'occasion de participer au processus décisionnel concernant ce dernier.

Cela n'a rien de sorcier. Il s'agit tout simplement de consulter la collectivité. Qu'est-ce qu'il faut faire dans cet aéroport? Voilà ce qu'il faut faire. Qui va payer ces travaux? C'est la collectivité qui va payer, en ayant recours au gros bon sens et aux bonnes vieilles recettes commerciales. C'est une chose à laquelle tient ce gouvernement et que prêche également le parti d'en face.

En outre, je trouve assez étrange que le Parti réformiste, le troisième parti en importance dans cette Chambre, s'oppose à—ou peut-être approuve—une motion dont le but est de garantir que ce groupe éclectique d'entrepreneurs et de lobbyistes puisse avoir la possibilité de dépouiller les contribuables canadiens d'une somme pouvant aller jusqu'à 400 millions de dollars. Et cela de la part du Parti réformiste, parti qui fait campagne en faveur de la réduction des impôts, de la dette et du déficit. Il dit qu'il va appuyer cette motion qui risque de faire en sorte que les entrepreneurs recevront 400 millions de dollars. C'est incroyable.

• (1725)

M. Ed Harper (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'intervenir à nouveau au sujet du projet de loi C-22.

Tout d'abord, je voudrais simplement corriger une déclaration que le ministre a faite tout à l'heure à la Chambre, lorsque nous avons entamé ce débat. Sauf erreur, le ministre a dit que les libéraux avaient été élus pour annuler ce projet. Je crois que ce n'est pas tout à fait exact. Je pense qu'ils ont été élus pour

l'examiner. C'est ce qu'ils ont dit au cours de la campagne électorale; ils se sont engagés à revoir le projet et non à l'annuler.

Une voix: J'ai effectivement entendu le premier ministre dire qu'ils allaient examiner le projet et agir en conséquence.

M. Ed Harper (Simcoe-Centre): Pas l'annuler au mépris des coûts, des retards dans les travaux à l'aéroport Pearson ou des injustices que l'annulation pourrait entraîner. Que ce soit bien clair, ce n'est pas pour faire cela que les libéraux ont été élus.

La décision d'annuler un projet de cette envergure fait suite à une enquête réalisée à toute vitesse, en 30 jours. Il a suffi d'un examen d'une durée de 30 jours, sans la participation des intéressés, pour qu'on décide d'annuler un projet de cette ampleur.

Il est clair que cette réaction machinale, qui tente de montrer que le gouvernement bouge, ne tient pourtant pas compte des contribuables. Parce qu'au bout du compte, ce sont eux qui vont payer la note.

Malheureusement, pour résoudre ce problème, le gouvernement risque de devoir sacrifier des précieux dollars versés par les contribuables et de faire monter le déficit encore plus. Ces dollars d'impôt seront gaspillés puisqu'ils ne feront rien pour améliorer l'aéroport Pearson.

Personnellement, je suis surtout d'avis qu'en nous adressant aux tribunaux et en rendant public tout ce gâchis, nous ferons quelque chose pour rétablir la confiance qui a disparu entre les électeurs et tous les politiciens. Si l'on peut faire quoi que ce soit pour que les électeurs soient moins cyniques à l'endroit des politiciens, faisons-le! Car c'est bien de cela dont il s'agit ici.

Une bonne partie du dilemme devant lequel se trouve ici le gouvernement tient au fait qu'il demande qu'on lui fasse confiance pour prendre des décisions justes et raisonnables à huis clos. Le message que les électeurs nous ont transmis au cours de la campagne électorale, à moi et à beaucoup d'autres députés, j'en suis sûr, c'est qu'on a perdu leur confiance et qu'il faut la regagner. Il faut regagner leur confiance, mais ce n'est certes pas avec ce projet de loi qu'on va y arriver.

À tort ou à raison, je crois que s'il y a ici 205 nouveaux députés, c'est très certainement parce que les électeurs n'étaient pas satisfaits de la politique à l'ancienne et qu'ils voulaient du changement. Et la meilleure façon de réaliser ce changement, c'est sans aucun doute de faire toute la lumière sur cette affaire. Revoyons les faits!

Premièrement, nous avons un marché qui a été négocié à huis clos par le gouvernement conservateur précédent et qui a été conclu, en fait, au cours de la campagne électorale, alors qu'on savait pertinemment qu'il ferait l'objet d'une enquête. Et j'ajouterai que ce marché n'était pas simplement le fait des conservateurs, mais intéressait des partisans des deux partis, libéral et conservateur.

Deuxièmement, après un marché louche, nous avons une enquête louche. Je ne veux pas mettre en doute les capacités de M. Nixon à qui l'on a demandé de mener l'enquête, mais si l'on avait vraiment voulu regagner la confiance des électeurs, on aurait eu recours aux services de quelqu'un d'absolument impartial, de quelqu'un d'absolument étranger à la scène politique. Ce n'est